

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2014/200769]

16 JANVIER 2014. — Arrêté du Gouvernement wallon déterminant les conditions intégrales relatives à la détention d'animaux exotiques non domestiques et modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 relatif à la procédure et à diverses mesures d'exécution du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, les articles 4, 5, 7, modifié par le décret du 22 novembre 2007, 8, 9 et 14, modifié par les décrets du 3 février 2005 et du 18 décembre 2008;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 relatif à la procédure et à diverses mesures d'exécution du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement;

Vu l'avis n°53.971/4 du Conseil d'Etat, donné le 25 septembre 2013, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition du Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de la Mobilité;

Après délibération,

Arrête :

Titre 1^{er}. — Champ d'application et définitions

Article 1^{er}. Les présentes conditions intégrales s'appliquent aux installations et activités visées aux rubriques 92.53.02.02., 92.53.02.04. et 92.53.02.05. de l'annexe I^{re} de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et activités classées.

Art. 2. Pour l'application du présent arrêté, on entend par :

1^o animaux : animaux appartenant à des espèces exotiques non domestiques;

2^o espèces dites envahissantes : les espèces animales qui se sont implantées dans des zones qui ne constituent pas leur habitat normal et sont devenues une menace pour la biodiversité;

3^o effluents d'élevage : les déjections d'animaux ou les mélanges, quelles qu'en soient les proportions, de déjections d'animaux et d'autres composants tels que des litières, même s'ils ont subi une transformation;

4^o établissement existant : un établissement dûment autorisé ou déclaré avant l'entrée en vigueur du présent arrêté.

Titre 2. — Dispositions générales**CHAPITRE I^{er}. — Implantation et construction**

Art. 3. § 1^{er}. Les infrastructures ou bâtiments destinés à l'hébergement des animaux sont construits de manière à éviter toute évasion.

§ 2. Les murs, parois ou barreaux des infrastructures ou bâtiments sont facilement lavables sur toute la hauteur susceptible d'être souillée.

Art. 4. Une clôture suffisamment haute et robuste, adaptée aux animaux qu'elle retient, est disposée autour des enclos.

CHAPITRE II. — Exploitation

Art. 5. Les produits pouvant présenter un danger pour l'homme et l'environnement tels que les produits corrosifs, inflammables, toxiques, les pesticides, les produits de lutte contre la vermine, la pullulation d'insectes et la prolifération de rongeurs, de même que les produits de nettoyage, de soins aux animaux et de désinfection sont stockés dans des conditions propres à éviter tout déversement accidentel dans le milieu naturel ou dans le réseau d'égouttage.

Art. 6. Des mesures sont prises afin d'éviter l'apparition de vermine, la prolifération d'insectes et la présence de rongeurs ou d'oiseaux, à l'exception de ceux destinés à l'alimentation des animaux détenus, en utilisant des produits de lutte agréés, des pièges ou poisons autorisés pour les rongeurs, en maintenant les stocks d'aliments pour animaux dans des conditions saines, en fermant les portes, en assurant le stockage des aliments par des systèmes de protection tels que des fins grillages, des moustiquaires, des dispositifs insecticides électriques, des filets au-dessus des aliments ou en faisant usage de tout autre système équivalent.

Art. 7. Les portes ou ouvertures des infrastructures ou bâtiments destinés à l'hébergement des animaux sont verrouillées en permanence, sauf pendant les opérations nécessaires aux soins, à l'alimentation, à l'entretien et à l'enlèvement des déchets et des cadavres, ou lors de l'introduction d'un nouvel animal.

Les fenêtres des infrastructures ou bâtiments destinés à l'hébergement des animaux sont maintenues fermées en permanence, sauf si elles sont équipées de dispositifs empêchant l'évasion des animaux.

Art. 8. Les plantations sont réalisées et élaguées de manière à ce que les animaux capables de l'escalader ou d'y sauter ne puissent s'échapper par ce moyen.

Art. 9. Les dispositifs de fermeture et, le cas échéant, les fils électriques détériorés sont réparés ou remplacés immédiatement. Les dispositifs de fermeture sont conçus de manière à ne pas pouvoir être ouverts par les animaux.

Art. 10. L'élevage de proies notamment d'insectes, de vers ou de rongeurs ne peut excéder ce qui est nécessaire afin d'assurer l'alimentation des animaux détenus.

L'élevage d'espèces envahissantes est interdit.

Art. 11. Lorsqu'un animal s'échappe, est perdu ou volé, l'exploitant en avertit immédiatement le bourgmestre et le fonctionnaire chargé de la surveillance et indique, le cas échéant, son système d'identification.

Art. 12. § 1^{er}. L'exploitant s'assure que quelqu'un de compétent peut s'occuper des animaux pendant toute absence d'une durée supérieure à 48 heures.

§ 2. Le numéro de téléphone de la personne de contact est affiché de manière lisible à proximité de l'infrastructure ou du bâtiment destiné à l'hébergement des animaux.

CHAPITRE III. — Déchets et effluents d'élevage

Art. 13. L'enlèvement des effluents d'élevage et des déchets est effectué régulièrement afin que les voisins n'en soient pas incommodés.

Art. 14. § 1^{er}. Le cadavre d'un animal de petite taille est placé dans un conteneur étanche et couvert hermétiquement, de manipulation facile par un moyen mécanique, disposé dans un endroit réservé à cet usage dans l'attente de son enlèvement conformément à l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 octobre 1993 relatif aux déchets animaux.

Le cadavre d'un animal de grande taille est placé soit à un endroit réservé à cet usage sous une bâche couvrant l'entièreté de l'animal dans l'attente de son enlèvement soit dans un conteneur étanche et couvert hermétiquement, de manipulation facile par un moyen mécanique, disposé dans un endroit réservé à cet usage dans l'attente de son enlèvement conformément à l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 octobre 1993 relatif aux déchets animaux.

Les ratites dont la hauteur est supérieure à 50 centimètres et les mammifères dont la hauteur au garrot est supérieure à 50 centimètres constituent des animaux de grande taille. Les autres animaux constituent des animaux de grande taille lorsque leur longueur est supérieure à 50 centimètres.

§ 2. Après chaque enlèvement, le lieu de stockage et les conteneurs sont nettoyés et désinfectés.

CHAPITRE IV. — *Contrôle et surveillance*

Art. 15. L'exploitant tient un registre comportant la liste de toutes les espèces détenues (nom latin et, le cas échéant, nom vernaculaire) et le nombre d'individus par espèce. Ce registre contient également les informations suivantes, classées par espèce animale :

- 1° les augmentations d'effectif (date, naissance ou provenance, nombre d'animaux);
- 2° les diminutions d'effectif (date, acheteur ou mort, nombre d'animaux);
- 3° le cas échéant, les certificats de vaccination.

Art. 16. Les registres visés aux articles 15 et 20 sont conservés en permanence au siège d'exploitation et sont tenus à la disposition du fonctionnaire chargé de la surveillance.

Les informations qui y sont présentées peuvent en être retirées après 5 années.

Une fois par an, en cas de modifications des registres, une copie des documents est envoyée au fonctionnaire technique et au collège communal.

CHAPITRE V. — *Cession ou vente des animaux*

Art. 17. Les animaux cédés à titre gracieux ou vendus ne peuvent l'être qu'à un tiers disposant de l'autorisation requise pour détenir les espèces concernées tel qu'un parc zoologique ou un refuge.

CHAPITRE VI. — *Cessation d'activité*

Art. 18. En cas de cessation d'activité, les animaux détenus sont obligatoirement cédés à un tiers disposant de l'autorisation requise pour la détention des espèces concernées.

Titre 3. — **Dispositions spécifiques**

CHAPITRE I^{er}. — *Mammifères*

Art. 19. Tout rejet direct ou indirect d'effluents et de jus d'écoulement ainsi que d'eaux usées autres que domestiques et pluviales dans le sous-sol, dans un égout public, dans une eau de surface ou dans une voie d'écoulement des eaux pluviales est interdit.

Art. 20. § 1^{er}. A défaut d'une valorisation par l'exploitant, les effluents d'élevage sont transférés à un agriculteur conformément aux dispositions du Chapitre IV du Titre VII de la Partie II de la partie réglementaire du Livre II du Code l'Environnement, contenant le Code de l'Eau intitulé " Gestion durable de l'azote en agriculture " ou enlevé par un collecteur agréé.

§ 2. L'exploitant tient un registre dans lequel il indique pour chaque opération de transfert des effluents d'élevage, les informations suivantes :

- 1° la date du transfert;
- 2° la quantité enlevée en t ou en m³;
- 3° le type de filière d'évacuation;
- 4° l'identité de la personne physique ou morale procédant au transfert;
- 5° le destinataire et ses coordonnées.

CHAPITRE II. — *Reptiles*

Art. 21. Le local dans lequel sont placés les terrariums est conçu de manière à éviter toute évasion de reptile.

Art. 22. Les terrariums sont placés sur le sol ou sur des meubles suffisamment robustes pour les supporter, et sont disposés de façon à ce qu'ils ne puissent être renversés ou brisés accidentellement.

Lorsque l'animal est retiré de son terrarium, il est transféré sans délai dans un autre terrarium ou dans un récipient spécial pouvant être fermé.

Art. 23. Sur chaque terrarium est apposée une étiquette reprenant le nom latin de l'animal et, le cas échéant, son nom vernaculaire.

CHAPITRE III. — *Oiseaux*

Art. 24. Les fonds de cages sont changés régulièrement. Les fonds de cages souillés sont placés dans des sacs ou conteneurs fermés en attendant leur évacuation.

Les sols des volières sont nettoyés régulièrement. Les déchets et déjections ramassés sont placés dans des sacs ou des conteneurs fermés en attendant leur évacuation.

CHAPITRE IV. — *Amphibiens*

Art. 25. Un fin treillis métallique est fixé sur le terrarium afin d'empêcher toute évasion d'animaux.

CHAPITRE V. — *Poissons*

Art. 26. Les sols ou les meubles soutenant le ou les aquarium(s) sont suffisamment résistants pour soutenir ceux-ci sans risque d'effondrement, conformément à la norme NF P06-001 Bases de calcul des constructions - Charges d'exploitation des bâtiments ou à toute autre norme européenne équivalente.

Titre 4. — **Dispositions modificatives**

Art. 27. L'article 67 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 relatif à la procédure et à diverses mesures d'exécution du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, modifié par l'arrêté du 5 juin 2008, est complété par ce qui suit :

« Si la déclaration est relative à une activité visée aux rubriques 92.53.02.02., 92.53.02.04. et 92.53.02.05. de l'annexe I^{er} de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et activités classées, elle comprend, outre les renseignements demandés dans le formulaire visé à l'alinéa 1^{er}, les informations reprises à l'annexe XXIX. »

Titre 5. — Dispositions transitoires et finales

Art. 28. Le présent arrêté s'applique aux établissements existants dès son entrée en vigueur.

Par dérogation à l'alinéa premier, l'article 3, § 1^{er}, et l'article 4 s'appliquent aux établissements existants au plus tard six mois après l'entrée en vigueur du présent arrêté.

Art. 29. Le Ministre de l'Environnement est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur le, 16 janvier 2014.

Le Ministre Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de la Mobilité,
Ph. HENRY

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2014/200769]

16. JANUAR 2014 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Festlegung der integralen Bedingungen bezüglich der Haltung nicht domestizierter exotischer Tiere und zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 über das Verfahren und verschiedene Maßnahmen zur Ausführung des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung, Artikel 4, 5, 7, abgeändert durch das Dekret vom 22. November 2007, 8, 9 und 14, abgeändert durch die Dekrete vom 3. Februar 2005 und vom 18. Dezember 2008;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 über das Verfahren und verschiedene Maßnahmen zur Ausführung des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung;

Aufgrund des am 25. September 2013 in Anwendung des Artikels 84, § 1, Absatz 1, 1^o der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens Nr. 53.971/4 des Staatsrats;

Auf Vorschlag des Ministers für Umwelt, Raumordnung und Mobilität;

Nach Beratung,

Beschließt:

Titel 1 — Anwendungsbereich und Definitionen

Artikel 1 - Die vorliegenden integralen Bedingungen sind auf die in den Rubriken 92.53.02.02, 92.53.02.04 und 92.53.02.05. der Anlage I des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 zur Festlegung der Liste der einer Umweltverträglichkeitsprüfung zu unterziehenden Projekte sowie der eingestuften Anlagen und Tätigkeiten erwähnten Anlagen und Tätigkeiten anwendbar.

Art. 2 - Für die Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten folgende Definitionen:

1^o: Tiere: Tiere, die den nicht domestizierten exotischen Arten angehören;

2^o invasive Arten: die Tierarten, die sich in Gebieten niedergelassen haben, die nicht ihren normalen Lebensraum darstellen, und die für die Artenvielfalt eine Gefahr geworden sind;

3^o tierische Ausscheidungen: die tierischen Ausscheidungen oder eine Mischung (unabhängig von den Proportionen) aus tierischen Ausscheidungen und anderen Bestandteilen, wie zum Beispiel Einstreu, auch in verarbeiteter Form;

4^o bereits bestehender Betrieb: ein vor dem Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses ordnungsgemäß zugelassener oder gemeldeter Betrieb.

Titel 2 — Allgemeine Bestimmungen

KAPITEL I — Standort und Bau

Art. 3 - § 1. Die zur Unterbringung der Tiere bestimmten Infrastrukturen oder Gebäude werden derart gebaut, dass jegliches Ausbrechen verhindert wird.

§ 2. Die Mauern, Wände oder Gitterstäbe der Infrastrukturen oder Gebäude sind auf der gesamten Höhe, die verschmutzt werden könnte, leicht zu reinigen.

Art. 4 - Rund um das Gehege wird eine für die zusammenzuhaltenden Tiere angemessene und ausreichend hohe und stabile Umzäunung angebracht.

KAPITEL II — Betrieb

Art. 5 - Die Produkte, die eine Gefahr für Mensch und Umwelt darstellen können, wie z.B. ätzende, entzündbare oder giftige Stoffe, Pestizide, Ungeziefer-, Insekten- und Nagetierbekämpfungsmittel, sowie die Reinigungsmittel, Tierpflege- und Desinfektionsmittel werden derart gelagert, dass eine unfallbedingte Einleitung solcher Produkte in die Umwelt oder in das Entwässerungsnetz verhindert wird.

Art. 6 - Es werden Maßnahmen getroffen, um die Entstehung von Ungeziefer, die Verbreitung von Insekten und das Vorhandensein von Nagetieren oder Vögeln zu vermeiden, mit Ausnahme der Tiere, die zur Ernährung der gehaltenen Tiere bestimmt sind, indem zugelassene Bekämpfungsmittel, genehmigte Fallen oder Gifte für Nagetiere benutzt werden, Tierfutter hygienisch gelagert wird, Türen geschlossen bleiben, die Lagerung des Futters durch Schutzvorrichtungen wie feine Gitter, Insektennetze, elektrische Insektentöter, Netze über dem Futter oder durch gleichwertige Systeme abgesichert wird.

Art. 7 - Die Türen oder Öffnungen der zur Unterbringung der Tiere bestimmten Infrastrukturen oder Gebäude bleiben ständig verriegelt, außer während den Vorgängen, die zur Pflege, Fütterung, Unterhaltung und Abfall- und Kadaverbeseitigung notwendig sind, oder bei der Aufnahme eines neuen Tieres.

Die Fenster der zur Unterbringung der Tiere bestimmten Infrastrukturen oder Gebäude bleiben ständig geschlossen, außer wenn sie mit Vorrichtungen ausgerüstet sind, die das Ausbrechen der Tiere verhindern.

Art. 8 - Pflanzen werden derart angelegt und ausgeästet, dass die Tiere, die darauf klettern oder springen können, nicht auf diese Weise ausbrechen können.

Art. 9 - Die Abschließvorrichtungen und gegebenenfalls die beschädigten elektrischen Leitungen werden repariert oder sofort ersetzt. Die Abschließvorrichtungen werden derart geplant, dass sie nicht von den Tieren geöffnet werden können.

Art. 10 - Die Aufzucht von Beutetieren, insbesondere von Insekten, Würmern oder Nagetieren, darf nicht das überschreiten, was zur Fütterung der gehaltenen Tiere notwendig ist.

Die Aufzucht von invasiven Arten ist untersagt.

Art. 11 - Wenn ein Tier ausbricht, verloren oder gestohlen ist, setzt der Betreiber den Bürgermeister und den mit der Überwachung beauftragten Beamten unverzüglich davon in Kenntnis und gibt gegebenenfalls sein Identifikationssystem an.

Art. 12 - § 1. Der Betreiber vergewissert sich, dass sich eine sachverständige Person während jeder Abwesenheit von mehr als 48 Stunden um die Tiere kümmern kann.

§ 2. Die Telefonnummer der Kontaktperson wird gut lesbar in der Nähe der Infrastruktur oder des Gebäudes zur Unterbringung der Tiere ausgehängt.

KAPITEL III — *Abfälle und tierische Ausscheidungen*

Art. 13 - Die Beseitigung der Tierabwässer und der Abfälle erfolgt regelmäßig, damit die Nachbarn nicht belästigt werden.

Art. 14 - § 1. Der Kadaver eines kleinen Tieres wird in einem dichten und hermetisch abgedeckten Behälter untergebracht, der mechanisch leicht zu handhaben ist und der an einem zu diesem Zweck bestimmten Ort bis zu seiner Beseitigung gemäß dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 21. Oktober 1993 über tierische Abfälle aufbewahrt wird.

Der Kadaver eines großen Tieres wird entweder an einem zu diesem Zweck bestimmten Ort unter einer den gesamten Tierkörper bedeckenden Plane bis zu seiner Beseitigung aufbewahrt, oder in einem dichten und hermetisch abgedeckten Behälter untergebracht, der mechanisch leicht zu handhaben ist und der an einem zu diesem Zweck bestimmten Ort bis zu seiner Beseitigung gemäß dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 21. Oktober 1993 über tierische Abfälle aufbewahrt wird.

Laufvögel von mehr als 50 Zentimetern und Säugetiere, deren Widerristhöhe mehr als 50 Zentimeter beträgt, stellen große Tiere dar. Die anderen Tiere gelten als große Tiere, wenn ihre Länge mehr als 50 Zentimeter beträgt.

§ 2. Nach jeder Beseitigung werden der Lagerplatz und die Behälter gereinigt und desinfiziert.

KAPITEL IV — *Kontrolle und Überwachung*

Art. 15 - Der Betreiber führt ein Register, das die Liste aller gehaltenen Tierarten (lateinischer Name und ggf. einheimischer Name) und die Anzahl Individuen pro Tierart enthält. Dieses Register enthält ebenfalls folgende Informationen, die nach Tierart eingestuft sind:

1° die Zunahme des Tierbestands (Datum, Geburtsdatum oder Herkunft, Anzahl Tiere);

2° die Abnahme des Tierbestands (Datum, Käufer oder Sterbedatum, Anzahl Tiere);

3° gegebenenfalls die Impfbescheinigungen.

Art. 16 - Die in den Artikeln 15 und 20 erwähnten Register werden ständig am Betriebssitz aufbewahrt und dem mit der Überwachung beauftragten Beamten zur Verfügung gehalten.

Die im Register angegebenen Informationen können nach 5 Jahren entfernt werden.

Einmal im Jahr wird im Falle von Änderungen im Register eine Abschrift der Dokumente an den technischen Beamten und an das Gemeindekollegium gesandt.

KAPITEL V — *Abgabe oder Verkauf der Tiere*

Art. 17 - Die Tiere können nur an Drittpersonen kostenlos abgegeben oder verkauft werden, die über eine zur Haltung der betroffenen Tiere erforderliche Genehmigung verfügen, wie beispielsweise ein zoologischer Garten oder ein Tierasyl.

KAPITEL VI — *Einstellung der Tätigkeit*

Art. 18 - Im Falle einer Einstellung der Tätigkeit werden die gehaltenen Tiere zwangsläufig einer Drittperson übergeben, die über eine zur Haltung der betroffenen Tiere erforderliche Genehmigung verfügt.

Titel 3 — *Spezifische Bestimmungen*

KAPITEL I — *Säugetiere*

Art. 19 - Alle Formen des direkten oder indirekten Ableitens der tierischen Ausscheidungen und der Sickersäfte sowie von Abwasser (mit Ausnahme des Haushaltsabwassers und Regenwassers) in den Untergrund, in eine öffentliche Kanalisation, in Oberflächengewässer oder in eine Regenwasser-Abflussleitung sind untersagt.

Art. 20 - § 1. In Ermangelung einer Aufwertung durch den Betreiber werden die tierischen Ausscheidungen gemäß den Bestimmungen des Kapitels IV des Titels VII des Teils II des verordnungsrechtlichen Teils des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, mit dem Titel "Nachhaltige Verwaltung des Stickstoffs in der Landwirtschaft", an einen Landwirt geliefert oder von einem zugelassenen Sammler beseitigt.

§ 2. Der Betreiber führt ein Register, in dem er für jede Entsorgung von tierischen Ausscheidungen die folgenden Informationen angibt:

1° Datum der Entsorgung;

2° die abgeführte Menge in t oder m³;

3° den Entsorgungsweg;

4° die Identität der natürlichen oder juristischen Person, die die Entsorgung vornimmt;

5° den Empfänger und dessen Personalien.

KAPITEL II — *Reptilien*

Art. 21 - Der zur Aufbewahrung der Terrarien bestimmte Raum wird derart geplant, dass jegliches Ausbrechen eines Reptils vermieden wird.

Art. 22 - Die Terrarien werden auf den Boden oder auf ausreichend stabile Möbel gestellt und werden derart aufgestellt, dass sie nicht aus Versehen umgestoßen oder zerbrochen werden können.

Wenn ein Tier aus seinem Terrarium entfernt wird, wird es unverzüglich in ein anderes Terrarium oder in einen Spezialbehälter gebracht, das bzw. der abgeschlossen werden kann.

Art. 23 - Auf jedem Terrarium wird ein Etikett angebracht mit dem lateinischen Namen des Tieres und gegebenenfalls mit dem einheimischen Namen.

KAPITEL III — *Vögel*

Art. 24 - Die KäfigEinstreu wird regelmäßig gewechselt. Die beschmutzte KäfigEinstreu wird bis zu ihrer Beseitigung in geschlossenen Säcken oder Behältern aufbewahrt.

Die Böden der Vogelkäfige werden regelmäßig gesäubert. Die aufgesammelten Abfälle und Ausscheidungen werden bis zu ihrer Beseitigung in geschlossenen Säcken oder Behältern aufbewahrt.

KAPITEL IV — *Amphibien*

Art. 25 - Auf dem Terrarium wird ein feines Drahtgeflecht befestigt, um jegliches Ausbrechen der Tiere zu verhindern.

KAPITEL V — *Fische*

Art. 26 - Die Böden oder Möbel, auf die das Aquarium oder die Aquarien gestellt werden, sind widerstandsfähig genug, um diese gemäß der Norm NF P06-001 Berechnungsgrundlagen der Bauten - Betriebslasten der Gebäude oder gemäß jeder anderen gleichwertigen europäischen Norm ohne Einsturzgefahr auszuhalten.

Titel 4 — *Abänderungsbestimmungen*

Art. 27 - Artikel 67 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 über das Verfahren und verschiedene Maßnahmen zur Ausführung des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung, abgeändert durch den Erlass vom 5. Juni 2008, wird durch Folgendes ergänzt:

“Wenn die Erklärung eine Tätigkeit betrifft, die in den Rubriken 92.53.02.02., 92.53.02.04. und 92.53.02.05. der Anlage I des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 zur Festlegung der Liste der einer Umweltverträglichkeitsprüfung zu unterziehenden Projekte sowie der eingestuftten Anlagen und Tätigkeiten erwähnt ist, enthält sie außer den Auskünften, die im in Absatz 1 erwähnten Formular beantragt sind, die in der Anlage XXIX angegebenen Informationen.”

Titel 5 — *Übergangs- und Schlussbestimmungen*

Art. 28 - Der vorliegende Erlass ist ab seinem Inkrafttreten auf die bereits bestehenden Betriebe anwendbar.

In Abweichung von Absatz 1 sind Artikel 3, § 1 und Artikel 4 spätestens sechs Monate ab dem Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses auf die bestehenden Betriebe anwendbar.

Art. 29 - Der Minister für Umwelt wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 16. Januar 2014

Der Minister-Präsident

R. DEMOTTE

Der Minister für Umwelt, Raumordnung und Mobilität

Ph. HENRY

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2014/200769]

16 JANUARI 2014. — Besluit van de Waalse Regering tot bepaling van de integrale voorwaarden betreffende het bezit van exotische dieren die tot niet-gedomesticeerde soorten behoren en tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 betreffende de procedure en diverse maatregelen voor de uitvoering van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning, de artikelen 4, 5, 7 gewijzigd bij het decreet van 22 november 2007, 8, 9 en 14 gewijzigd bij de decreten van 3 februari 2005 en van 18 december 2008;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 betreffende de procedure en diverse maatregelen tot uitvoering van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning;

Gelet op het advies nr. 53.971/4 van de Raad van State, gegeven op 25 september 2013, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit;

Na beraadslaging,

Besluit:

Titel 1. — *Toepassingsgebied en begripsomschrijving*

Artikel 1. Deze integrale voorwaarden zijn van toepassing op de installaties en activiteiten bedoeld in de rubrieken 92.53.02.02, 92.53.02.04 en 92.53.02.05 van bijlage I bij het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 tot bepaling van de lijst van de aan een milieueffectstudie onderworpen projecten en van de ingedeelde installaties en activiteiten.

Art. 3. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder:

1° dieren: dieren die niet tot gedomesticeerde exotische soorten behoren;

2° de zogenaamde invaderende soorten: de soorten dieren die zich gevestigd hebben in gebieden die niet tot hun gewone habitat behoren en die een bedreiging voor de biodiversiteit zijn geworden;

3° dierlijke mest: de dierlijke uitwerpselen of mengsels, ongeacht de verhoudingen, van dierlijke uitwerpselen en andere bestanddelen zoals stalstro, zelfs na verwerking;

4° bestaande inrichting: een inrichting die behoorlijk vergund of aangegeven is vóór de inwerkingtreding van dit besluit.

Titel 2. — Algemene bepalingenHOOFDSTUK I. — *Vestiging en bouw*

Art. 3. § 1. De infrastructuren of gebouwen bestemd voor de huisvesting van dieren worden gebouwd om elke ontsnapping te vermijden.

§ 2. De muren, wanden of tralies van de infrastructuren of gebouwen zijn vlot wasbaar over de gezamenlijke hoogte die bevuild kan worden.

Art. 4. Een omheining die hoog en stevig genoeg is en die aangepast is aan de dieren die ze bevat, wordt rond de omheinde ruimte geplaatst.

HOOFDSTUK II. — *Exploitatie*

Art. 5. Producten die een gevaar inhouden voor de mens en het milieu, zoals bijtende, ontvlambare, giftige producten, pesticiden, producten ter bestrijding van ongedierte, insecten en knaagdieren, alsmede reinigingsproducten, dierenzorg- en ontsmettingsproducten worden opgeslagen op een wijze die alle accidentele lozingen in het natuurmilieu of in het afwateringsnet voorkomt.

Art. 6. Er worden maatregelen genomen om ongedierte, insecten en knaagdieren of vogels te voorkomen met uitzondering van degene die voor de voeding van de gehouden dieren dienen, in het gebruik van erkende bestrijdingsmiddelen, toegelaten vallen of giften voor knaagdieren, in het behoud van de opslagen van voedermiddelen voor dieren in gezonde omstandigheden, in de sluiting van de deuren, in de bescherming ervan met voorzieningen zoals dunne afrasteringen, klamboes, elektrische insectenverdelgers, netten die boven de voedermiddelen geplaatst worden of in het gebruik van elk ander gelijkwaardig systeem.

Art. 7. De deuren of openingen van de infrastructuren of gebouwen bestemd voor de huisvesting van dieren worden permanent gegrendeld, uitgezonderd tijdens de verrichtingen nodig voor de zorg, de voeding, het onderhoud en het ophalen van de afval of dierlijke afval, of tijdens de invoering van een nieuw dier.

De vensters van de infrastructuren of gebouwen bestemd voor de huisvesting van dieren blijven gesloten tenzij ze worden uitgerust met voorzieningen die de ontsnapping van de dieren verhinderen.

Art. 8. De aanplantingen worden uitgevoerd en gesnoeid zodat de dieren die erover kunnen klimmen of erin kunnen springen daardoor niet kunnen ontsnappen.

Art. 9. De sluitingsmiddelen en, in voorkomend geval, de beschadigde elektrische leidingen worden onmiddellijk hersteld of vervangen. De sluitingsmiddelen worden zo ontworpen dat de dieren ze niet kunnen openen.

Art. 10. De teelt van prooien met name van insecten, wormen of van knaagdieren mag het nodige voor de voeding van de gehouden dieren niet overschrijden.

De teelt van invaderende soorten is verboden.

Art. 11. Als een dier ontsnapt, wordt verloren of gestolen, verwittigt de exploitant onmiddellijk de burgemeester en de toezichthoudend ambtenaar en deelt, in voorkomend geval, zijn identificatiesysteem mee.

Art. 12. § 1. De exploitant vergewist zich ervan dat iemand die bekwaam is voor de dieren kan zorgen tijdens elke afwezigheid van meer dan 48 uur.

§ 2 Het telefoonnummer van de contactpersoon wordt op zichtbare plaatsen aangeplakt in de nabijheid van de infrastructuur of het gebouw bestemd voor de huisvesting van de dieren.

HOOFDSTUK III. — *Afval en dierlijke mest*

Art. 13. De verwijdering van dierlijke mest en afval wordt regelmatig uitgevoerd zodat de burens er geen last van hebben.

Art. 14. § 1. Het krenge van een klein dier wordt in een dichte en hermetisch afgesloten container geplaatst, gemakkelijk te hanteren met een mechanisch middel, gelegen op een daartoe bestemde plaats in afwachting van zijn verwijdering overeenkomstig het besluit van de Waalse Regering van 21 oktober 1993 betreffende dierlijke afvalstoffen.

Het krenge van een groot dier wordt geplaatst hetzij in een daartoe bestemde plaats onder een dekzeil dat het geheel van het dier bedekt in afwachting van zijn verwijdering, hetzij in een dichte en hermetisch afgesloten container, gemakkelijk te hanteren met een mechanisch middel, gelegen op een daartoe bestemde plaats in afwachting van zijn verwijdering overeenkomstig het besluit van de Waalse Regering van 21 oktober 1993 betreffende dierlijke afvalstoffen.

De ratieten waarvan de hoogte groter is dan 50 centimeter en de zoogdieren waarvan de schofthoogte groter is dan 50 centimeter, zijn grote dieren. De andere dieren zijn kleine dieren als hun lengte groter is dan 50 centimeter.

§ 2. Na elke verwijdering worden de opslagplaats en de containers gereinigd en ontsmet.

HOOFDSTUK IV. — *Controle en toezicht*

Art. 15. De exploitant houdt een register met de lijst van alle gehouden soorten (Latijnse naam en, in voorkomend geval, volksnaam) en het aantal dieren per soort. Dit register bevat ook de volgende informatie geordend volgens het diersoort:

1° de verhogingen van het aantal dieren (datum, geboorte of herkomst, aantal dieren);

2° de verminderingen van het aantal dieren (datum, koper of dood, aantal dieren);

3° in voorkomend geval, de vaccinatiebewijzen.

Art. 16. De in de artikelen 15 en 20 bedoelde registers worden voortdurend op de exploitatiezetel bewaard en ter inzage gelegd van de toezichthoudende ambtenaar.

De informatie die erin voorgesteld wordt kan na vijf jaar eruit verwijderd worden.

Een keer per jaar, in geval van wijziging van de registers, wordt een afschrift van de documenten naar de technische ambtenaar en naar het gemeentecollege toegestuurd.

HOOFDSTUK V. — *Overdracht of verkoop van dieren*

Art. 17. De dieren kunnen slechts kosteloos gegeven worden of verkocht worden aan iemand die over de vereiste vergunning beschikt om de betrokken soorten te bezitten, zoals een dierentuin of een dierenasiel.

HOOFDSTUK VI. — *Stopzetting van activiteit*

Art. 18. In geval van stopzetting van activiteit moeten de gehouden dieren verplicht gegeven worden aan iemand die over de vereiste vergunning beschikt om de betrokken soorten te bezitten.

Titel 3. — Algemene bepalingen**HOOFDSTUK I. — Zoogdieren**

Art. 19. Het is verboden rechtstreeks of onrechtstreeks dierlijke mest, afvloeijsels en ander afvalwater dan huishoudelijk en regenwater te lozen in de ondergrond, een openbare riolering, een oppervlaktewater of een afvoer voor regenwater.

Art. 20. § 1. Bij gebrek aan een valorisatie door de exploitant wordt de dierlijke mest naar een landbouwer overgebracht overeenkomstig bepalingen van Hoofdstuk IV van Titel VII van Deel II van het regelgevend deel van Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek met als opschrift "duurzame stikstofbeheer in de landbouw" inhoudt, of door een erkende ophaler weggehaald.

§ 2. De exploitant maakt een register op waarin hij voor elke handeling tot afvoer van dierlijke mest de volgende gegevens vermeldt :

- 1° datum van overdracht;
- 2° de opgehaalde hoeveelheid in t of in m³;
- 3° het soort afvoeringskanaal;
- 4° identiteit van natuurlijke persoon of rechtspersoon die de overdracht uitvoert.
- 5° de ontvanger en zijn gegevens.

HOOFDSTUK II. — Reptielen

Art. 21. Het lokaal waarin de terrariums geplaatst worden, wordt ontworpen om alle ontsnapping van reptielen te voorkomen.

Art. 22. De terrariums worden geplaatst op de grond of op meubelen die stevig genoeg zijn om ze te dragen en worden aangelegd zodat ze niet toevallig omgegooid of gebroken kunnen worden.

Als het dier uit zijn terrarium wordt genomen, wordt het onmiddellijk in een ander terrarium of in een speciale bak geplaatst die gesloten kan worden.

Art. 23. Op elk terrarium wordt een etiket geplakt dat de Latijnse naam van het dier en, in voorkomend geval, zijn volksnaam vermeldt.

HOOFDSTUK III. — Vogels

Art. 24. De kooibodems worden regelmatig vervangen. De bevuilde kooibodems worden in gesloten zakken of containers gestopt in afwachting van hun ontruiming.

De bodems van de vogelkooien worden regelmatig gereinigd. Het afval en de uitwerpselen die worden opgehaald, worden in gesloten zakken of containers gestopt in afwachting van hun ontruiming.

HOOFDSTUK IV. — Amphibia

Art. 25. Een dun draadgaas wordt aan het terrarium vastgemaakt om alle ontsnapping van dieren te verhinderen.

HOOFDSTUK V. — Vissen

Art. 26. De bodems of de meubelen die het of de aquarium(s) dragen, zijn stevig genoeg om hen te dragen zonder gevaar voor instorting overeenkomstig de norm NF P06-001 Berekeningsbasis voor bouwwerken - Exploitatiekosten voor gebouwen of overeenkomstig elke andere Europese gelijkwaardige norm.

Titel 4. — Wijzigingsbepalingen

Art. 27. Het artikel 67 van het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 betreffende de procedure en diverse maatregelen voor de uitvoering van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning, gewijzigd bij het besluit van 5 juni 2008, wordt aangevuld als volgt :

"Indien de verklaring betrekking heeft op een activiteit bedoeld in de rubrieken 92.53.02.02 en 92.53.02.04 en 92.53.02.05 van bijlage I bij het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 tot bepaling van de lijst van de aan een effectonderzoek onderworpen projecten en van de ingedeelde installaties en activiteiten, bevat ze, naast de gegevens van het formulier bedoeld in het eerste lid, de gegevens opgenomen in bijlage XXIX."

Titel 5. — Overgangs- en slotbepalingen

Art. 28. Dit besluit is van toepassing op de bestaande inrichtingen zodra het in werking treedt.

In afwijking van het eerste lid zijn artikel 3, § 1, en artikel 4 niet van toepassing op de bestaande inrichtingen uiterlijk zes maanden na de inwerkingtreding van dit besluit.

Art. 29. De Minister van Leefmilieu is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 16 januari 2014.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit,
Ph. HENRY